

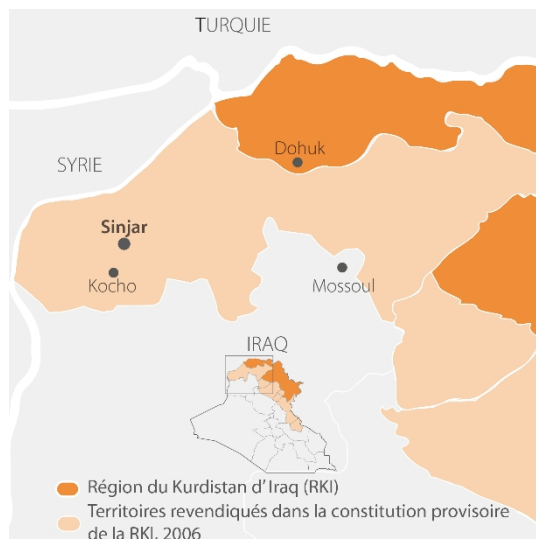
## Yézidis: un génocide en cours

Le prix Sakharov 2016 décerné par le Parlement européen à Nadia Mourad Bassi Taha et Lamiya Aji Bachar rappelle le sort de leur peuple, les Yézidis, proportionnellement l'un des plus touchés par la violence d'EIIL/Daech (l'organisation "État islamique").

### Les Yézidis, martyrs d'EIIL/Daech

La population iraquienne est majoritairement arabe et musulmane. Cependant, comparé aux pays voisins, l'Iraq présente une grande [diversité ethnique et religieuse](#) (voir Figure 1 au verso). La population yézidie en Iraq était généralement estimée [entre 300 000 et 700 000](#) avant les attaques d'EIIL/Daech, et vivait principalement dans la région montagneuse de Sinjar (voir carte). Les Yézidis pratiquent une religion syncrétique, associant croyances préislamiques et pratiques musulmanes. Le yézidisme n'est pas une religion prosélyte, mais héréditaire. L'une des principales figures du [panthéon](#) yézidi, l'ange-paon Malak Tawus, un intermédiaire entre les hommes et Dieu, est assimilé à Satan par certains musulmans. Dans le système de pensée d'EIIL/Daech, les yézidis sont des "idolâtres" (*moushrikoun*), des "infidèles" (*kuffar*): les textes doctrinaires de l'organisation justifient ainsi la possibilité de les mettre [à mort](#) ou [en esclavage](#). La conversion à l'islam n'est pas suffisante pour les sauver, car elle peut être annulée pour "insincérité".

### La région de Sinjar en Iraq



Les premiers jours d'[août 2014](#), les troupes d'EIIL/Daech ont défait les forces kurdes ("peshmerga") dans plusieurs zones du nord-ouest de l'Iraq, notamment dans le but de prendre le contrôle d'installations pétrolières. À Sinjar, cependant, l'objectif principal était de s'attaquer aux Yézidis. Plusieurs dizaines de milliers de Yézidis ont fui leurs villages pour les montagnes avoisinantes et se sont retrouvés encerclés par les forces d'EIIL/Daech. Des centaines sont morts en quelques jours, malgré [les largages d'aide](#) et des [frappes aériennes](#). Certains ont pu être [délivrés](#) par les peshmerga syriens, mais des milliers ont été capturés et déportés en Iraq et en Syrie. Les hommes et les garçons de plus de douze ans qui refusèrent de se convertir ont été exécutés; les autres condamnés à des travaux forcés. Les [femmes](#) ont été converties de force et vendues comme esclaves domestiques et sexuelles, ou [mariées](#) contre leur gré. Les filles de plus de neuf ans et les garçons de plus de sept ans sont séparés de leur mère: les fillettes subissent le traitement réservé aux femmes, [les garçons](#) sont envoyés dans des camps d'entraînement militaire. Le commerce d'esclaves fait l'objet d'une réglementation édictée par EIIL/Daech et est réservé à ses membres.

Le [rapport de la Commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie](#) (juin 2016), qui a pu établir les faits évoqués ci-dessus et de nombreux autres crimes, estime que EIIL/Daech a perpétré à l'égard des Yézidis des crimes de **génocide** au sens de l'article 2 de la [Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide](#) car ils dénotent une volonté de détruire la population yézidie. Pour que la Cour pénale internationale (CPI) puisse se saisir de la situation en Iraq et en Syrie, une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies est nécessaire – ces deux pays n'étant pas des États parties au [Statut de Rome](#) de la CPI. Un projet de résolution concernant les crimes commis en Syrie a [échoué en mai 2014](#); après l'attaque de Sinjar, aucun projet de résolution similaire n'a été déposé.

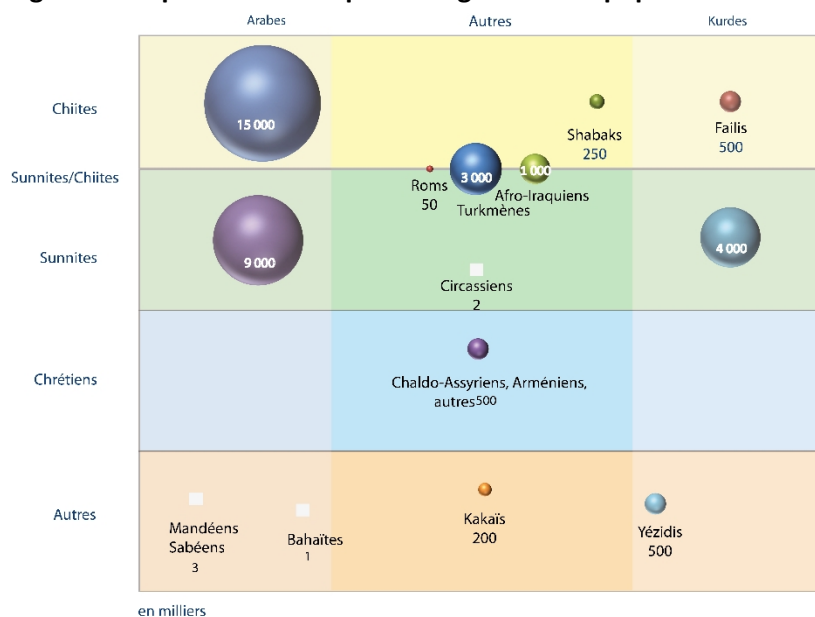


## Quel avenir pour les Yézidis ?

Si certains Yézidis ont pu s'échapper – comme [Nadia Mourad et Lamiya Aji Bachar](#) (originaires de Kocho), prix Sakharov 2016 – ou ont été [délivrés](#), plus de 3200 d'entre eux sont toujours détenus par les membres d'EIL/Daech. Après la [libération de Sinjar](#) fin 2015, très peu ont pu ou [voulu](#) retrouver leur village; de nombreux autres sont toujours hébergés dans des camps humanitaires en Iraq et en Syrie. Les soutiens psychologiques et médicaux apportés aux survivants restent très insuffisants. Pour beaucoup les [traumatismes subis](#) seront très difficiles à surmonter, d'autant qu'ils s'inscrivent dans une longue [histoire](#) de persécutions à leur égard.

L'avenir des Yézidis dans un Iraq libéré d'EIL/Daech reste incertain. Bien que la [constitution iraquienne](#) accorde la liberté de religion et de culte, les Yézidis sont toujours une [minorité discriminée](#) pour l'accès à l'emploi, à la justice et à la sécurité. Le gouvernement iraquien, très affaibli par les combats, les attentats et les tensions avec le gouvernement régional du Kurdistan n'a pas réellement de plan pour l'avenir des minorités. La région de Sinjar fait partie des [territoires disputés](#) entre le gouvernement central d'Iraq et la région autonome du Kurdistan. Les Yézidis et les autres minorités vivant dans ces territoires ont subi des déplacements de population ou des [pressions pour s'assimiler](#) à l'un ou l'autre des groupes dominants ( "[kurdification](#)" ou "[arabisation](#)" ). Souvent présentés par les autorités kurdes comme les "[vrais Kurdes](#)" [pré-islamiques](#), les Yézidis accusent cependant les forces kurdes d'Iraq de [ne pas les avoir défendus](#) lors de l'attaque de Sinjar. Depuis sa reconquête, [peshmerga kurdes et yézidis](#) s'affrontent pour le contrôle de la région. La Constitution iraquienne prévoit un référendum – jamais organisé – qui permettrait aux habitants de ces territoires de déterminer par quelle autorité ils souhaitent être administrés. Certains représentants Yézidis réfutent un choix binaire entre le gouvernement national et le gouvernement de la région kurde: ils souhaitent que [les minorités puissent s'administrer](#) de façon autonome.

Figure 1 – Répartition ethnique et religieuse de la population en Iraq



Sources des données: [Minority Rights](#), 2014 2016– [IILHR](#) 2013.

## Position et action de l'Union européenne

L'Union européenne condamne "[sans réserve](#)" les violences d'EIL/Daech. En [Iraq](#) en [Syrie](#), et en [Turquie](#), où se trouvent la majorité des déplacés et réfugiés yézidis, la Commission européenne et les États membres ont constamment renforcé leur aide humanitaire depuis 2014. Parmi les victimes d'EIL/Daech qui ont tenté de rejoindre l'Europe et ont échappé à la mort en mer, près de 1500 Yézidis sont toujours retenus en Grèce, en attendant de pouvoir déposer une demande d'asile; selon la Commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie, "on ne sait pas dans quelle mesure les Yézidis victimes de génocide, de violences sexuelle et de torture, sont identifiés comme membres d'un groupe vulnérable". L'[Allemagne](#), où réside la principale communauté yézidie d'Europe, a accueilli un millier de réfugiés yézidis pour leur dispenser des soins médicaux et psychologiques.

En [octobre 2016](#), le Parlement européen a appelé le gouvernement iraquien à faire une priorité du droit au retour des populations déplacées. Le Parlement a proposé que les minorités de la région "soient intégrées à une nouvelle structure administrative" afin de prévenir de futures tensions entre le gouvernement régional kurde et les autorités iraquiennes. Il a demandé que l'aide humanitaire et l'aide au développement soient mises en œuvre de façon complémentaires afin d'assurer un retour à la stabilisation de l'Iraq. En [février 2016](#), le Parlement a appelé le Conseil de sécurité des Nations Unies à saisir la Cour pénale internationale sur les violations commises en Iraq et en Syrie. Les députés ont demandé l'institution par l'Union européenne d'un représentant spécial pour la liberté de religion et de conviction.